

mini-budget, comporte certains éléments positifs et d'autres négatifs.

Des voix: Exact!

M. Stevens: Je voudrais vous dire ce qui ne figurait pas dans la déclaration faite ce soir par le ministre.

Une voix: La vérité!

M. Stevens: Le gouvernement apporte bien peu d'espoir au million de Canadiens qui vont chercher un emploi au cours des mois d'hiver qui s'en viennent.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Il y a bien peu d'espoir pour les jeunes du pays qui chercheront à trouver leur premier emploi dans les pires conditions économiques que nous ayons connues depuis au moins trente ans.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Que tous ceux qui sont en chômage dans nos cinq provinces de l'Ouest et tous ceux qui n'ont pas d'emploi dans toutes ces zones de chômage élevé du Canada n'attendent pas d'aide d'Ottawa, si l'on en juge par la déclaration faite ce soir.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Évidemment, les députés se souviendront que le très honorable premier ministre (M. Trudeau) a parlé hier de 150 millions de dollars pour combattre le chômage et le ministre des Finances (M. Chrétien) en a parlé ce soir. Mais à quoi peut servir ce montant quand il y a un million de chômeurs?

M. Baker (Grenville-Carleton): A rien!

M. Stevens: Ceci représente \$150 par chômeur canadien.

M. Paproski: C'est une honte!

M. Stevens: Autrement dit, ce montant de 150 millions de dollars doit créer 16,000 nouveaux emplois alors qu'il y a un million de chômeurs au pays. Voilà le genre de mesure que l'on peut attendre du gouvernement actuel!

Avant ce soir nous avions un million de chômeurs au Canada et nous nous préparions au pire hier à venir depuis les années trente. Après avoir entendu la déclaration du ministre de ce soir, je suis porté à croire que la situation n'a pas changé.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Comme je l'ai déjà dit, le budget de ce soir a des côtés positifs et d'autres négatifs. Franchement, je suis heureux que le gouvernement ait donné suite à notre demande répétée de réduire l'impôt, du moins sur le revenu personnel du contribuable canadien.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, il y a de cela deux budgets, nous avons soulevé un point important, le fait que le contribuable canadien était surtaxé, et demandé une réduction substantielle des impôts en sa faveur. Quand le budget a été déposé en mars 1977, nous avons renouvelé notre requête et hier encore, le chef officiel de l'opposition (M. Clark) a réitéré encore une fois cette demande d'une baisse marquée de l'impôt des contribuables, et particulièrement de ceux dont le revenu se situe en deçà de \$16,000 par an.

Des voix: Bravo!

L'Adresse—M. Stevens

M. Stevens: Je suis heureux de voir qu'enfin le gouvernement a accédé à cette demande. J'espère seulement qu'à l'avenir il répondra un peu plus rapidement quand nous demanderons quelque chose pour le bien-être des Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Quand nous parlons de dégrèvements d'impôt considérables—et je désire parler aussi brièvement de certaines autres réductions auxquelles je crois que les citoyens canadiens ont droit—qu'il soit bien clair que nous ne suggérons pas simplement un plus grand déficit, mais une réduction des dépenses fédérales car nous croyons qu'avec moins de gaspillage, le gouvernement pourra être en mesure d'accorder d'autres réductions d'impôt importantes à la population canadienne.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: A propos de gaspillage, combien d'entre nous se rappellent encore quelle fut notre stupéfaction d'apprendre que l'an dernier seulement le gouvernement avait dépensé près de un million pour payer des courses en taxi dans la ville d'Ottawa?

Des voix: Quelle honte!

● (2042)

M. Stevens: Et pourtant ils prétendent ne pas savoir où rogner le superflu.

Une voix: Participaction!

M. Stevens: Jusqu'à ce soir, le taux d'inflation était de 8 p. 100 et l'on s'attendait à un taux plus élevé dans les mois à venir. Après avoir entendu le ministre nous prédire un taux de 6 p. 100 pour l'an prochain, j'estime que nous n'en viendrons jamais là, car la dévaluation de notre dollar suscitera à elle seule un taux d'inflation de 4 p. 100 au cours des deux prochaines années. Ce sont les propres collaborateurs du ministre qui l'ont affirmé.

L'une des mesures fiscales que le ministre a omis d'instaurer, c'est une réduction sensible de la taxe de vente que doivent payer tous les Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Pourquoi, par exemple, le gouvernement fédéral perçoit-il plus sous forme de taxe de vente sur chaque voiture vendue que le fabricant, le grossiste, le concessionnaire, ou même le gouvernement d'une province? Il en est de même pour bien d'autres articles également. Mais la chose la plus déplorable, je le répète, c'est la façon dont le gouvernement utilise l'argent qu'il perçoit. A ce sujet, je me demande combien les Canadiens se sont réjouis d'apprendre que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a utilisé les avions du gouvernement 361 fois depuis trois ans et demi, surpassant même le record assez impressionnant du ministre des Transports (M. Lang).

Des voix: Oh, oh!

M. Stevens: Je signale au ministre des Finances qu'il est assez étonnant qu'il n'ait pas mentionné expressément la petite entreprise dans sa déclaration. Assurément, tout espoir qu'elle soit exemptée d'une partie des contrôles bureaucratiques s'est évanoui avec la lecture de la déclaration. Il est décevant que ce secteur de notre économie, qui assure la majorité des emplois, continue d'être dédaigné par le gouvernement actuel qui voit tout en grand. Le gouvernement aime mieux accorder 100